
Consensus national "crime d'état"

Posté par prosunt - 11-04-2007 à 18:40

45 ans après, consensus national pour la reconnaissance du crime d'Etat du 19 mars 1962

Après Jean-Marie Le Pen, Philippe de Villiers et Nicolas Sarkozy, le Parti Socialiste reconnaît la responsabilité de l'abandon volontaire des harkis par le gouvernement français de 1962.

Avec l'adhésion du Parti Socialiste, il aura fallu plus de onze années pour que tous les candidats en position éligible à la Présidence de la République reconnaissent une réalité historique admise désormais par une majorité de Français : le « crime d'Etat » du 19 mars 1962 qui conduisit aux massacres de plus de 100.000 harkis et à l'assassinat et à la disparition de milliers d'européens d'Algérie et de soldats français, en violation des accords d'Evian.

C'est le 22 septembre 1995 que les associations de Français rapatriés réunies au Sénat demandèrent, sur une initiative de Jeune Pied-Noir, que soit reconnue officiellement la responsabilité de l'Etat français dans les massacres et crimes commis contre les Français d'Algérie (Dossier complet sur l'historique de cette action comprenant l'ensemble des lettres adressées à Jacques Chirac et François Mitterrand, leurs réponses et celles des Ministres concernés, les documents, communiqués et articles de presse - 30 EUR auprès de JPN - BP 4 - 91570 Bièvres).

=====

Re: Consensus national "crime d'état"

Posté par Khader - 11-04-2007 à 19:29

Bonsoir Prosunt et à toutes et tous les internautes,

Tout le monde semble d'accord, en cette période électorale, pour reconnaître la responsabilité, de l'Etat français, dans le "drame harki et pied-noir", à se demander pourquoi cela n'a pas été fait plus tôt ?

Sauf erreur de ma part, les politiciens de tout bord qui se positionnent, désormais, en faveur de cette "reconnaissance officielle", qui n'est pas une "repentance", rappelons-le mais, l'octroi d'un "statut de victimes de la déraison d'Etat", ne sont-ils pas les mêmes que ceux qui ont votés, la loi révisionniste et négationniste, du 18 octobre 1999, sous la majorité gauche plurielle de Lionel JOSPIN, qui commémorent le morbide 19 mars 1962, ... Et, qui ont été "lécher les bottes" de BOUTEFLIKA et des "deSpistes du FLN" ?

Alors, méfions-nous, des promesses démagogiques et clientélistes, en périodes électorales, pouvant, aussi, servir de "sésame" à des repentances plus insidieuses envers le FLN !!!

Affaire à suivre...

A.F. Très cordialement,

Khader MOULFI

Re: Consensus national "crime d'état"

Posté par prosunt - 11-04-2007 à 20:25

Bonsoir Khader, bonsoir à tous!

Effectivement méfions nous, mais c'est la première fois qu'on se trouve devant un consensus, je ne parle pas de Marie-Georges Buffet, la représentante du PC qui a la particularité de se trouver en permanence, complice de nos ennemis de l'intérieur, comme de l'extérieur.

Il faut rappeler que ce parti était complice de l'URSS(triste mémoire) responsable de 100 millions de morts dans le monde et qu'il recevait des soviétiques les subsides leur permettant de mener la politique destructive qui nous a fait tant de mal...

Re: Consensus national "crime d'état"

Posté par prosunt - 11-04-2007 à 20:35

article de Libération sur le PS http://www.coalition-harkis.com/components/com_simpleboard/uploaded/images/liberationpsreconnaissancecrimeetatreduit3.jpg

Re: Consensus national "crime d'état"

Posté par prosunt - 12-04-2007 à 19:32

JEUNE PIED-NOIR INFORMATION

Voir pour plus de détails le site JPN : <http://perso.wanadoo.fr/jeunepiednoir/jpn.wst>
jeunepiednoir@wanadoo.fr - Tel : 06 80 21 78 54

SPECIAL ELECTION PRESIDENTIELLE 2007

12 avril 2007 : J-10

Après avoir reconnu le crime d'Etat du 19 mars 1962 auprès des harkis

Nicolas Sarkozy reçoit demain 13 avril les associations pieds-noirs

Le 31 mars dernier, Nicolas Sarkozy, en présence M. Hamlaoui Mekachera, ministre délégué aux Anciens Combattants, reconnaissait devant plus de cent dirigeants harkis la responsabilité de la France dans le « crime d'Etat » du 19 mars 1962 qui conduisit au massacre de plus de 100.000 harkis et à l'assassinat et à la disparition de milliers d'européens d'Algérie et de soldats français, en violation des accords d'Evian.

Vendredi 13 avril à 10h30 il recevra à son siège de campagne une délégation des responsables associatifs pieds-noirs les plus représentatifs. Une réunion qui s'annonce importante compte tenu des prises de position en faveur de la reconnaissance du crime d'Etat du 19 mars 1962 de tous les candidats en position d'être au deuxième tour.

L'électorat des Français rapatriés spoliés par la politique de décolonisation de l'Etat français représente 3 millions d'électeurs sans lesquels aucun candidat ne peut être présent au 2e tour.

Re: Consensus national "crime d'état"

Posté par SAMO - 13-04-2007 à 13:05

Bonjour,

Qui a dit que les associations invitée été les plus représentative ? C'est une liste sélective de copinage , qui sort tout droit du HCR et en plus on les connaît.
Certaines ne représentent qu'un bureau, un téléphone, trois pelés et un tondu et, il suffit de se renseigner.

Si vous pensez qu'une vingtaine de présidents invités représentent les rapatriés PN, c'est que vous êtes dans l'erreur. Les RONA et les PN avaient dénoncé la liste du HCR auprès du ministre de l'époque, aucune réponse ne nous est parvenue. Depuis nous avons boudé le HCR et la MIR.

Ps: Plus de la moitié des associations invitées sont des coquilles vides.

Salam,

Re: Consensus national "crime d'état"

Posté par prosunt - 13-04-2007 à 23:25

JEUNE PIED-NOIR INFORMATION

Voir pour plus de détails le site JPN : <http://perso.wanadoo.fr/jeunepiednoir/jpn.wst>
jeunepiednoir@wanadoo.fr - Tel : 06 80 21 78 54

SPECIAL ELECTION PRESIDENTIELLE 2007

13 avril 2007 : J-9

Recevant ce matin les associations pieds-noirs, Nicolas Sarkozy a confirmé qu'il reconnaîtra dès son élection la responsabilité de l'Etat français dans les drames qui ont suivi les accords d'Evian du 19 mars 1962, cause première de la situation actuelle de la communauté des Français d'Algérie.

Lors de sa rencontre du 31 mars dernier avec les associations de harkis, en présence M. Hamlaoui Mekachera ministre délégué aux Anciens Combattants, Nicolas Sarkozy avait déjà affirmé : "Si je suis élu, je veux reconnaître officiellement la responsabilité de la France dans l'abandon et le massacre des Harkis et d'autres milliers de "musulmans français" qui lui avaient fait confiance, afin que l'oubli ne les assassine pas une nouvelle fois."

Aujourd'hui, devant les responsables des associations nationales de Français rapatriés, en présence de M. André Santini, ancien Secrétaire d'Etat aux Rapatriés, et de M. Christian Estrosi, Ministre délégué à l'Aménagement du territoire, il a confirmé que pour répondre définitivement aux problèmes des Français d'Algérie il fallait revenir à la "cause" initiale de ceux-ci, c'est à dire le non-respect par la France des accords d'Evian du 19 mars 1962, date qui en aucun cas ne peut être reconnue comme celle de la fin de la guerre d'Algérie.

Nicolas Sarkozy rejoint ainsi les engagements de Jean-Marie Le Pen et de Philippe de Villiers. Si la candidate du Parti Socialiste ne s'est pas encore directement exprimée, François Hollande a rappelé le 10 avril dernier que son parti "reconnaît la responsabilité de l'abandon volontaire des harkis par le gouvernement français en 1962", "dans la continuité des engagements pris par Ségolène Royal".

Developpant sa stratégie d'évolution de la relation franco-algérienne, Nicolas Sarkozy a affirmé qu'elle ne pouvait être bâtie sur une repentance unilatérale et sur la condamnation de l'oeuvre réalisée par la France dont il a pu apprécier l'importance lors de ses visites en Algérie. Une oeuvre dont les Français d'Algérie de toutes origines peuvent être légitimement fiers.

L'électorat des Français rapatriés spoliés par la politique de décolonisation de l'Etat français représente 3 millions d'électeurs sans lesquels aucun candidat ne peut être présent au second tour.

Re: Consensus national "crime d'état"

Posté par gergovia - 15-04-2007 à 19:41

Le PS reconnaît du bout des lèvres l'abandon, par le gouvernement, d'alors des Harkis en 62, sous-entendant implicitement que ce n'étaient pas eux. Vont-ils reconnaître leurs appel à l'abandon du département d'Algérie et la responsabilité des porteurs de valise?

Re: Consensus national "crime d'état"

Posté par prosunt - 16-04-2007 à 23:49

A six jours du 1er tour des présidentielles françaises, seuls Jean-Marie Le Pen, Nicolas Sarkozy et Philippe de Villiers se sont personnellement engagés pour la reconnaissance de la responsabilité du gouvernement français de 1962 dans les conséquences dramatiques pour les Français d'Algérie du non-respect des accords d'Evian qui a conduit à l'abandon volontaire et au massacre de plus de 100.000 harkis et de leurs familles, à l'assassinat et la disparition de plusieurs milliers de Français de souche européenne et de soldats métropolitains.

Comment pourrait-t-on, en effet, accorder sa voix à Mme Ségolène Royal et à M. François Bayrou qui ont refusé de les recevoir, de les écouter et de répondre à leurs légitimes attentes marquant ainsi leur mépris pour cette catégorie de Français qui gêne leur conscience et celles de leurs amis? Comment les Français d'Algérie et leurs nombreux amis métropolitains pourraient-ils accorder leurs voix à des candidats qui n'ont pas voulu s'engager personnellement sur la reconnaissance du crime d'Etat du 19 mars 1962, laissant le soin à leurs collaborateurs de prendre position ou de démentir leurs propos ?

Le dimanche 22 avril les Français rapatriés de toutes origines, leurs enfants, leurs petits enfants, les membres d'associations patriotiques et leurs amis seront se souvenir de leur comportement indigne de candidats à la magistrature suprême de la France, fonction qui implique de représenter tous les Français sans exclusion.

Prosunt

Re: Consensus national "crime d'état"

Posté par prosunt - 20-04-2007 à 20:58

TRES URGENT !!!
MERCİ DE TRANSMETTRE
J-2

VERITE ET JUSTICE POUR LES FRANCAIS RAPATRIES

APPEL A UNE RENCONTRE AVEC Mme SEGOLENE ROYAL
AVANT LE PREMIER TOUR

Chers Compatriotes Harkis,

Etant défenseurs depuis la révolte des camps de 1975 de la juste cause des Harkis (et des Pieds-noirs qui ont connu les mêmes crimes et le même exode) nous disposons de tous les documents sur les actions des gouvernements français envers les Harkis et leurs familles depuis le 19 mars 1962, date que Mme Ségolène Royal souhaite maintenir pour commémorer la "fin de la guerre d'Algérie". Devant l'absence de volonté des gouvernements successifs pour résoudre les problèmes créés par "l'abandon volontaire" des Harkis en 1962, comme vient de le souligner récemment M. François Hollande, notre association a lancé en 1985, avec le soutien de nombreuses autres associations de rapatriés, la campagne nationale de solidarité française "Hommage aux Harkis" dont vous connaissez l'aboutissement commun avec la journée du 25 septembre 2001 aujourd'hui pérennisée. Au Sénat, en 1995, nous avons lancé, de nouveau avec le soutien de l'ensemble des associations représentatives de notre communauté, le message au Chef de l'Etat de "reconnaissance de la responsabilité de l'Etat français dans le massacre de 150.000 harkis et de 25.000 pieds-noirs après le 19 mars 1962". Depuis quand, selon vous, les socialistes demandent-ils que soit reconnue la responsabilité de l'Etat français dans les crimes qui ont suivi le 19 mars 1962 ?

Pour justifier votre soutien inconditionnel à Mme Ségolène Royal n'aurait-il pas été souhaitable que vous précisiez les avancées pour les Harkis et leurs familles durant les 15 années des gouvernements socialistes depuis 1981 ainsi que dans les villes et régions où le Parti Socialiste a aujourd'hui le pouvoir ? Le bilan de l'action de personnalités en vue comme Mmes Edith Cresson, Georgina Duffoy, Martine Aubry ou Elisabeth Guigou ou de MM. Michel Rocard, Maurice Benassayag, Raymond Courrières, J-P Chevènement, Georges Frêche ou Bertrand Delanoë en faveur des Harkis et de leurs enfants ne permettrait-il pas de renforcer votre position ?

Sauf erreur de notre part, pour l'instant nous n'avons aucun document sur une prise de position publique ou privée de Mme Ségolène Royal pour reconnaître la responsabilité de l'Etat français de 1962 comme l'ont fait Jean-Marie Le Pen, Nicolas Sarkozy et Philippe de Villiers ? Quand a-t-elle reçu personnellement une délégation représentative de Harkis et de Pieds-noirs qui ont 10, 20, 30 ans ou plus de combat quotidien qui a conduit au consensus droite-gauche actuel sur cette nécessaire reconnaissance ? Nous avons demandé à plusieurs reprises à Mme Ségolène Royal de s'expliquer sur les très intéressantes ouvertures de sa très originale "lettre ouverte aux associations de rapatriés et de harkis" du 28 mars dernier. Nous attendons encore sa réponse.

Si aujourd'hui il y a un accord de la classe politique française, de droite comme de gauche, sur la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat français de 1962 ce n'est pas grâce au Parti Socialiste ni à Mme Ségolène Royal mais à la persévérance des associations de Français d'Algérie - Harkis et Pieds-noirs - qui, avec l'appui de leurs nombreux amis métropolitains, se battent depuis 1962 pour que la Vérité soit enfin reconnue sur les causes des massacres et pour que Justice soit rendue aux familles victimes de la politique de l'Etat français de 1962.

Nous menons donc tous ensemble le même combat.

Pour être plus efficaces et apporter rapidement des solutions humaines aux familles qui souffrent encore des conséquences du "crime d'Etat" du 19 mars 1962, ne serait-il pas plus judicieux que les associations qui ont rejoint récemment ce combat, et qui sont les bienvenues, s'appuient sur les associations qui les ont précédé parfois de plusieurs décennies ? Cela accélérerait la solution des problèmes existants.

Dans cette volonté commune de parachever la reconnaissance de la Nation aux Français d'Algérie de toutes origines victimes de la politique de l'Etat français, nous sommes à votre disposition pour participer à une réunion avec Mme Ségolène Royal pour qu'elle écoute et comprenne les légitimes attentes de nos compatriotes et pour qu'elle réponde personnellement à nos questions sur le programme présenté dans son intéressante "lettre ouverte". Vous qui êtes si proches d'elle ne devriez pas avoir de difficulté à obtenir cette rencontre, même si Mme Ségolène Royal n'a pas eu

encore le temps de vous recevoir personnellement malgré les 6000 rencontres citoyennes auxquelles elle a participé. Nos parents, qui ont contribué à libérer la France du joug nazi au sein de la très glorieuse Armée d'Afrique, nous ont enseigné à juger les responsables politiques sur la conformité de leurs actes par rapport à leurs engagements.

Comme vous, nous, attendons un engagement clair de Mme Ségolène Royal comme l'ont fait Jean-Marie Le Pen, Nicolas Sarkozy et Philippe de Villiers. Il ne s'agit plus d'un problème gauche-droite mais de trouver en commun des solutions humaines et dignes à des drames qui n'ont que trop duré.

Nous sommes à J-2 et peut-être qu'aussi avec Mme Ségolène Royal rien n'est encore impossible !

Afin de pouvoir valoriser vos activités en faveur des Harkis et de leurs enfants, merci de nous préciser quelles ont été les actions et les réalisations de chacune de vos associations depuis leur création ainsi que celles de leurs dirigeants afin de les faire connaître à nos compatriotes harkis et pieds-noirs.

Restant à votre disposition, comme nous le sommes depuis 1975 pour tous les Harkis et Pieds-noirs, nous espérons avoir le plaisir de vous rencontrer rapidement lors d'un entretien avec votre candidate pour finaliser rapidement notre combat commun de Vérité et de Justice.

Bien cordialement.

Mme Taouès Titraoui
Membre du Haut Conseil des Rapatriés
Maire-adjoint

Bernard Coll
Secrétaire général de JPN
01 69 41 01 12
06 80 21 78 54

Co-auteurs du Livre des Harkis (1991) et du Who's Who des Français d'Afrique du Nord (Sortie septembre 2007)

Synthèse des principales activités pour les Harkis et leurs enfants de Jeune Pied-Noir, de ses animateurs et soutiens

Concepteur de la campagne "Vérité sur le 19 mars 1962" (1981)
Concepteurs (avec notre regretté ami Jean-Claude Khiari) de la campagne "Hommage aux Harkis" (1985)
Créateurs du timbre "Hommage aux Harkis" (1989) vendu à 11,5 millions d'exemplaires (édité après un an de dialogue avec M.Maurice Benassayag, alors Secrétaire d'Etat aux Rapatriés)
Créateurs d'une "Bourse d'emplois" pour les enfants de harkis (1986)
Soutien à la marche des oubliés de l'Histoire de Sadouni Brahim et des fils de Harkis de Rouen (1987)
Co-auteurs du "Livre des Harkis" (1991). Un des ouvrages de référence sur l'Histoire des Harkis.
Concepteurs du message pour la demande de reconnaissance de la responsabilité de l'Etat français (Sénat 22 septembre 1995) devenu aujourd'hui la première des revendications des associations de Harkis/pieds-noirs
Concepteurs de l'hommage au professeur Maurice Allais, prix Nobel d'Economie, pour avoir été l'intellectuel français ayant dénoncé le "crime d'Etat" du 19 mars 1962 dès avril 1962 - Ré-édition de son livre "L'Algérie d'Evian" paru en juillet 1962 (1999)
Organisateur des plaintes contre X de 43 familles de disparus en Algérie pour crime contre l'Humanité (2002) suite au dépôt d'une plainte similaire par le Comité National de Liaison des Harkis présidé par Boussad Azni en 2001
Organisateur de la première rencontre des écrivains de la mémoire harkie à l'Hôtel National des Invalides avec la participation de 12 écrivains harkis (2003)
Concepteur de l'exposition "Harkis, Soldats de France, Soldats de l'Armée d'Afrique" (2004) présentée dans plus de 10 grandes villes de France et qui sera présentée au prochain Congrès nationale de l'UNC à Chateauroux (19 et 20 mai 2007)

=====

Re: Consensus national "crime d'état"

Posté par prosunt - 25-04-2007 à 23:41

Bonsoir à tous

JNP communiqué:
SECOND TOUR DE L'ELECTION PRESIDENTIELLE 2007
Mercredi 25 avril 2007 : J-11

Consensus sur la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat français de 1962

Les Français rapatriés attendent des actes concrets de Nicolas Sarkozy et Ségolène Royal avant le second tour sur la reconnaissance officielle de la responsabilité de l'Etat français dans les drames qui ont suivi les accords d'Evian du 19 mars 1962.

Si Nicolas Sarkozy s'est clairement engagé à reconnaître la responsabilité de l'Etat français dans l'abandon et le massacre des Harkis, de leurs familles et de milliers de Français d'Algérie de toutes origines après le 19 mars 1962 (cf. Le Monde des 3, 21 et 22 avril 2007), si le Parti Socialiste, par la voix de son secrétaire général François Hollande, a déclaré être prêt à "reconnaître la responsabilité de l'abandon volontaire des harkis par le gouvernement français en 1962" (cf. Libération du 11 avril 2007), Mme Ségolène Royal n'a pas encore pris personnellement position sur cette demande des Français rapatriés, première de toutes leurs revendications. Elle a aussi refusé de recevoir les Associations de Harkis et Pieds-noirs avant son élection attitude injustifiable de la part d'une candidate à la présidence de la République, poste où elle devra représenter tous les Français, sans exclusion. Jeune Pied-Noir appellent les deux candidats à concrétiser par des actes forts leurs engagements avant le second tour, notamment en recevant une délégation de victimes du FLN et la répression de l'Etat français de 1962 et en répondant au questionnaire Vérité et Justice pour les Français rapatriés.

Trois millions de Français rapatriés et leurs amis feront l'élection du prochain Président de la République

=====